

Jacques Marseille • Professeur à l'université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne

A-t-il modernisé la France ?

Les chiffres sont formels : au cours des deux septennats de François Mitterrand, l'économie française s'est ouverte, les « capitalistes » ont vu leur part progresser, au détriment de celle des « travailleurs », dans la richesse du pays. Et si c'était la France active, celle du marché et de la concurrence, qui avait modernisé François Mitterrand ?

Un historien de la fin du ^{XXI}^e siècle qui analysera les tendances lourdes de l'économie et de la société françaises à la fin du ^{XX}^e siècle ne pourra qu'observer le « tournant » amorcé au début des années 1980. Après vingt-cinq années d'érosion de la part revenant au capital, de 37,8 % de la valeur ajoutée en 1950 à 28,3 % en 1980, les vingt dernières années du siècle auront été celles de la « revanche », puisqu'en 1998 cette part est désormais de 39 % contre 61 % pour le travail.

Pour conforter son analyse, en chercheur consciencieux, il traquera d'autres indices. Tout naturellement, il se tournera vers la Bourse pour vérifier l'hypothèse de cette conjoncture aussi favorable au capital. Là en-core, alors que le

cours moyen des actions françaises était au plus bas en 1980, trois fois inférieur au niveau de 1950, et deux fois inférieur à ce qu'il était en 1970, il était, en 1995, près de sept fois supérieur à celui de 1980. Une hausse vertigineuse qui n'a pas son équivalent dans l'histoire longue du capitalisme français. Durant les années 1980-1995, véritable âge d'or du rentier — de celui « qui s'enrichit en dormant », selon l'expression de François Mitterrand —, la valeur des actions et autres participations dans le portefeuille des ménages sera passée de 452 milliards de francs en 1980 à 5 390 milliards en 1995, et l'ensemble de leurs actifs financiers de 2 905 milliards à 14 356 milliards. Difficile de trouver dans

l'histoire de la France une période aussi favorable à l'« argent ».

Dans le même temps, le salaire annuel ouvrier en francs 1995 s'est élevé de 84 500 francs en 1980 à 88 886 francs en 1995, une hausse d'un peu plus de 5 % en quinze ans, soit une quasi-stagnation qui contraste vivement avec les 62 % de hausse enregistrés dans les quinze années précédentes : ce même salaire annuel était passé d'environ 52 000 francs 1995 en 1965 à 84 500 francs en 1980.



Le quartier de La Défense, à Paris, temple des affaires et du tertiaire (cl. F. Eustache/Archipress).

L'AUTEUR

Jacques Marseille dirige l'Institut d'histoire économique et sociale (Paris-I). Il a dirigé *L'Industrialisation de l'Europe occidentale, 1880-1970* (ADHE, 1998) et *Créateurs et créations d'entreprises de la Révolution industrielle à nos jours* (ADHE, 2000). Il a publié une *Nouvelle Histoire de la France* (Perrin, 1999).

Intrigué par une telle concordance des indices, l'historien économiste se tournera alors vers le marché du travail pour en scruter les tendances. En 1980, il dénombre 1 492 000 chômeurs, selon la définition du Bureau international du travail (BIT) ; en 1994, il en recensera 3 117 000, soit 12 % de la population active, un des taux les plus élevés de l'ensemble des vieux pays industrialisés. Une évolution qui a certainement dû peser sur le niveau des salaires dans la mesure où, même si les lois du marché énoncées autrefois par les économistes classiques ne s'appliquent plus à la lettre, un déséquilibre du marché du travail en faveur de l'employeur ne peut que rendre les revendications des travailleurs plus modestes.

Et comme, en histoire économique, il est de bonne méthode de tester le modèle, il pourra vérifier que, entre le début des années 1980 et le milieu des années 1990, le nombre de journées de travail perdues pour faits de grève a été divisé par deux et que, en 1992, il était le plus bas enregistré depuis 1946. La CGT ne compte plus qu'environ 600 000 adhérents, le niveau de 1934. Le taux de syndicalisation des salariés français, qui ne dépasse guère 6 % de la population active dans le secteur privé, est à un niveau tellement bas qu'il pose même le problème de la représentativité du mouvement.

Dans sa traque des signes, il ne restera plus à notre chercheur qu'à se tourner vers le monde des entreprises pour observer à quel point le paysage s'est là aussi profondément transformé, dans un sens favorable au « capital ». Les entreprises publiques qui occupaient près de 2 millions d'actifs en 1980 n'en comptent plus que 1,5 million en 1994. Prépondérant dans l'énergie et également important dans les transports, le secteur public a vu son implantation dans les autres branches réduite au minimum. Renault, forteresse ouvrière, est devenue une société anonyme, la Poste a été séparée de France Telecom, les banques de dépôt, nationalisées à la Libération (Crédit lyonnais, Société générale, etc.), ont été privatisées et la télévision publique en partie démantelée.

Dans le même temps, inscrite dans un mouvement de désinflation massif, jusqu'à devenir l'un des grands pays industrialisés les moins inflationnistes, la France a restauré une compétitivité-prix qui a permis à son économie de rétablir son équilibre extérieur et à ses entreprises d'entamer un mouvement d'internationalisation considérable, plusieurs d'entre elles (Alcatel, Car-



Manifestation dans les rues de Paris, le 13 avril 1984, après l'annonce du « plan acier » prévoyant la suppression de plus de 20 000 emplois dans la sidérurgie (cl. Gamma).

refour, Vivendi, etc.) constituant même des groupes de premier ordre au plan mondial.

La balance commerciale, qui affichait en 1980 un déficit de 14 milliards de dollars, enregistre en 1995 un excédent de 11 milliards. La balance des paiements courants (qui prend en compte l'ensemble des transactions entre un pays et l'étranger), déficitaire de 4,2 milliards de dollars en 1980, est excédentaire de 10,9 milliards en 1995 et le taux d'exportation rapporté au produit intérieur brut (PIB), qui mesure

Rompre avec le capitalisme et faire plier les puissances d'argent

l'ouverture internationale des pays, est passé de 21,5 % en 1980 à 28,9 % en 1995. Autant d'évolutions qui illustrent les mutations de l'économie et de la société françaises depuis 1980. Si « modernisation » veut dire règne de l'économie de marché, surplu affecté au profit et à la rente plus qu'au travail, ouverture internationale, orthodoxie monétaire (incarnée par la recherche d'une monnaie forte et la lutte contre l'inflation), nul doute que la France s'est « modernisée ».

C'est sur ce constat que s'achève la recherche de l'historien économiste. Quand

il retrace l'évolution de l'économie française ou britannique au XIX^e siècle, quand il décrit les mouvements de longue durée à l'époque moderne ou qu'il compare les taux de croissance des « Trente Glorieuses », de l'immédiat après-guerre au premier choc pétrolier de 1973, il ne se soucie guère de savoir qui dirige le pays pendant ces périodes, tant il sait, par expérience, que cela ne compte guère à l'aune des résultats qu'il compare.

Reste que, dans la moyenne durée qui nous intéresse ici, il se doit d'être intrigué par ce « tournant libéral » si marqué. Dans ce pays dont ses collègues du politique lui ont décrit les passions franco-françaises, ceux du social les réticences au compromis et ceux du culturel les allergies à l'« argent », quel a été le gouvernement ou l'homme capable d'imposer aux travailleurs un retournement du partage de la valeur ajoutée en leur défaveur dont l'ampleur confine à l'humiliation ? Il découvrira alors avec stupeur que cet homme, devenu président de la République en mai 1981, entendait faire ce que ni Édouard Herriot en 1924 ni Léon Blum en 1936 ni Pierre Mendès France en 1954, dotés de faibles pouvoirs, n'avaient pu réaliser : rompre avec le capitalisme et faire enfin plier les puissances d'argent.

Il découvrira aussi, non sans étonnement, que ceux qui se disent ses héritiers et s'affirment encore socialistes président toujours aux destinées de cet étrange pays et que les forces politiques qui défendaient le « capitalisme » et faisaient bon ménage avec les « puissances d'argent » se sont désagrégées au fil du temps. Historien de l'économie, il se dira finalement que les faits sont moins importants que les représentations et retournera à ses statistiques, dont il estime qu'elles sont plus sincères que les paroles.

Sommé cependant de répondre à la question de savoir si « François Mitterrand a modernisé la France », il tentera d'énoncer quelques banalités sur les nécessaires adaptations au « réel » pour comprendre comment on a pu faire ce qui a été fait en ayant promis ce qu'on a promis.

Il rappellera tout d'abord les propositions soumises aux Français en 1981 et l'ambitieux programme des socialistes qui, pour sortir de la crise, prétendaient « rompre avec le capitalisme ». « *Le véritable ennemi, j'allais dire le seul*, lançait en juin 1971 François Mitterrand au congrès d'Épinay, *parce que tout passe chez lui, le véritable ennemi, c'est*

Avait-il mauvais goût ?

François Mitterrand était-il un homme de goût ? La question risque d'être débattue aussi longtemps que tiendront debout la féérique pyramide du Louvre. Et le pachydermique Opéra-Bastille.

De culture littéraire, insensible à la musique, François Mitterrand aimait les églises romanes de sa Saintonge natale, les gratte-ciel de New York, qui l'avaient « ébloui », et Venise, sa capitale intime. Un peu comme tout le monde, en somme... Fortement impressionné par la construction de Beaubourg par Georges Pompidou, il mettait au-dessus de tout l'architecture, apanage traditionnel du politique.

« Dans toute ville, je me sens empereur ou architecte, je tranche, je décide et j'arbitre », écrivait-il dès 1975, en un aveu prémonitoire, dans *La Paille et le grain*. Ses deux septennats lui ont permis d'assouvir une véritable manie bâtisseuse, sans exemple depuis Napoléon III.

Pourtant, ses thuriféraires, afin de dissiper le reproche de monarchisme, ont nié qu'il y ait un « style Mitterrand ». Peine perdue : avec leurs formes géométriques (pyramide, arche, sphère, tour) et leur alliage de verre et de béton, les monuments dont le président de la République a gratifié Paris, répondant par ailleurs à des besoins réels, ont un évident air de famille. Si les architectes en furent sélectionnés par concours (sauf Ieoh Ming Pei pour le Grand Louvre), les consignes de départ furent données par le président, et le choix final lui revenait seul. Toujours dans le même sens.

« J'ai plutôt tendance à redouter l'excès, la surcharge, la fioriture », a confié un jour François Mitterrand au *Nouvel Observateur*. « Je crois que finalement, j'ai des goûts assez classiques et que les formes géométriques pures m'attirent. » Est-ce parce que ce que sont celles qu'a inventées le « premier XX^e siècle », période de formation du futur président ? Ou parce que leur symbolique latente avait de quoi le séduire ? On ne peut qu'être frappé, en tout cas, par l'aspect écrasant, l'emphase monumentale de ces bâtiments voulus par un président de gauche. « De quoi cette pyra-



François Mitterrand et Jack Lang visitent le centre Georges-Pompidou (cl. Roger-Viollet).

...mide, cet arc de triomphe et ces quatre tours (prétendus livres ouverts) sont-ils représentatifs, sinon de la froideur distante du pouvoir, fût-il démocratique, et de volonté de marquage d'un paysage et de l'histoire ? » a noté François Chaslin, auteur des *Paris de François Mitterrand* (Gallimard, 1985).

Architecture du pouvoir, donc — architecture avant tout politique. La volonté de puissance y emprunte un langage architectural d'époque, avec ses qualités et ses faibles-

ses, ce qui explique mieux qu'autre chose les variations de qualité importantes entre les divers « grands travaux ». Plus qu'une originalité artistique, leur grandiloquence un peu vide trahit, aux yeux de leurs contemporains, un goût petit-bourgeois, monté sur ses ergots. « C'est un art en charentaises, faussement audacieux, où éclate en matière esthétique, comme dans le reste, le manque absolu de convictions de Mitterrand », estime *off the record* un critique d'art.

« Un art en charentaises, faussement audacieux »

Le jugement peut paraître sévère, si l'on pense à l'Institut du monde arabe ou à la Cité de la musique, réussites plus certaines que les morceaux de bravoure de la Très Grande Bibliothèque ou de l'Opéra-Bastille.

Reste que, cinq ans après la mort du président-bâtisseur, le style Mitterrand accuse déjà son âge. C'est à Bilbao, et non à Paris, qu'a été donné le signal de départ du III^e millénaire, avec les formes molles parées de titane du musée Guggenheim bâti par Frank Gehry — déhanchements inouïs qui, d'un seul coup, ont démodé les rêves d'éternité hiératiques du monarque socialiste.

François Dufay
Journaliste

celui qui tient les clés, c'est celui qui est installé sur ce terrain-là, c'est celui qu'il faut déloger, c'est le monopole ! Terme extensif pour signifier toutes les puissances de l'argent. L'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine et l'argent qui pourrait jusqu'à la conscience des hommes. » « Je préfère tendre la main aux travailleurs plutôt qu'aux maîtres de l'argent, voilà la vérité », avait-il ajouté à l'occasion des élections législatives de 1978.

Le 18 décembre 1981, après le congrès de Valence au cours duquel les socialistes avaient réclamé une radicalisation du pouvoir pour répondre aux attentes du « peuple de gauche », l'adoption définitive du projet de loi sur les nationalisations apparaissait comme une mesure de portée « révolutionnaire ». En prenant le contrôle, total ou partiel, de neuf groupes industriels, la CGE (actuelle Vivendi), Thomson-Brandt, Péchiney-Ugine-Kuhlman, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Usinor et Sacilor, Matra et Dassault (à 51 %) et de la quasi-totalité du secteur bancaire, l'État étendait considérablement son influence sur l'activité économique du pays, le poids du secteur public représentant alors 30 % des ventes et 24 % des effectifs des entreprises industrielles, 90 % des dépôts collectés dans les banques et 85 % des crédits distribués. Jamais une nation occidentale n'avait repris une part aussi

importante de ses moyens de production.

C'était vouloir, selon François Mitterrand, « disposer des moyens de mener une bataille cohérente contre le chômage et une politique de restructuration industrielle ». C'était vouloir relancer l'investissement et « se substituer au capitalisme privé défaillant ». C'était vouloir établir de nouveaux rapports sociaux au sein de l'entreprise, terrasser le chômage, doper la consommation des ménages populaires. En un mot, changer la société et « moderniser » l'économie sous l'égide de l'État.

On connaît la suite. Rappelez-en les étapes. C'est, en juin 1982, le blocage des salaires et des prix, annoncé par Pierre Mauroy aux congressistes de la CGT médusés, réunis à Lille. En mars 1983, c'est l'amorce du plan de rigueur après la troisième dévaluation du franc depuis mai 1981. Après le temps des roses c'est désormais le temps des épines. « Il ne faut pas dépenser plus qu'on ne gagne [ni] consommer en achetant à l'étranger. Il faut respecter un certain nombre de grands équilibres », en vient à dire, le 28 juin 1983, François Mitterrand qui troque à l'occasion *L'Argent* de Zola pour les leçons de morale domestique apprises sur les bancs de l'école primaire.

Le 28 avril 1985, toujours au gré du vent,

il récite le manuel d'économie politique de Raymond Barre en déclarant : « On ne peut résoudre le problème du chômage qu'après avoir guéri les autres maladies de notre économie. C'est ce que nous avons fait en luttant contre l'inflation, contre le déséquilibre de notre commerce extérieur, sur quelques autres plans aussi. »

Après la parenthèse de la cohabitation de 1986-1988 durant laquelle il revient à son premier rôle de défenseur des acquis sociaux et freine les privatisations en affirmant son souci de « ne pas accepter que ces biens, qui appartiennent à la nation, soient vendus de telle sorte qu'on puisse retrouver, demain, des objets, des produits, des

merchandises nécessaires à l'indépendance nationale dans les mains des étrangers », il se fait, sous les gouvernements de Michel Rocard, Édith Cresson et Pierre Bérégovoy, l'apôtre du « ni-ni », ouvre la voie du mariage de Renault et de Volvo, autorise plusieurs privatisations partielles (Elf-Aquitaine, Crédit local de France, Total, Rhône-Poulenc) et favorise la libéralisation des marchés financiers pour assurer une meilleure circulation de l'« argent ».

Au terme de ses deux septennats, les entreprises ont ainsi gagné ce pour quoi elles bataillaient depuis de si nombreuses années : la liberté des changes, la liberté des prix et la liberté de gestion des effectifs (suppression de l'autorisation administrative de licenciement). Des libertés qui n'étaient pas exactement conformes à celles que réclamait le « peuple de gauche » mais qui respectent les « fondamentaux » de l'économie de marché. On comprend mieux que, pour le dixième anniversaire du 10 mai 1981, « Dix ans qu'on sème », le parti socialiste ait choisi quatre thèmes de campagne : l'abolition de la peine de mort, l'égalité professionnelle pour les femmes, la retraite à soixante ans et... la fête de la musique !

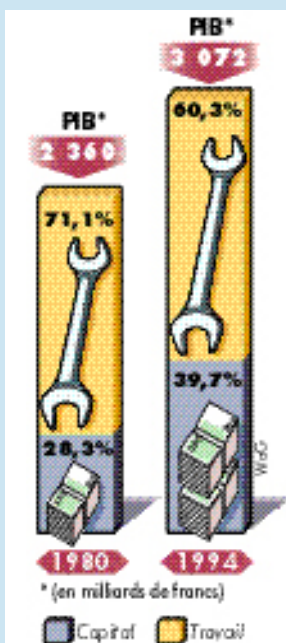
Le 31 octobre 1983, l'éditorialiste anonyme du *Wall Street Journal* écrivait : « L'idée appelée socialisme est morte et les intellectuels français qui ont essayé de rendre le collectivisme respectable se cachent. C'est un très grand événement pour la civilisation occidentale. [...] La part de la culture française qui est inspirée par le socialisme est, et restera une nullité mondiale. Mais la France a commencé à s'éloigner de ce tas d'ordures d'idéologie insipide pour prendre la place qui est la sienne,

celle d'une société fière et accomplie. »

Grâce aux métamorphoses de François Mitterrand, cet homme qui a changé son langage au fil du temps pour épouser les fameuses « contraintes » ? En fait, ce n'est pas François Mitterrand qui a modernisé la France mais la France active, celle du marché et de la confrontation internationale, qui a modernisé François Mitterrand.

« Il faut respecter les grands équilibres »

Ces capitalistes qui ont enrichi la France...



VALEUR AJOUTÉE

Mesurant le revenu des salariés, celui des propriétaires du capital, les impôts prélevés par l'État et les frais financiers versés aux institutions financières, elle évalue la performance économique de tous ceux qui ont contribué à la confection du « gâteau » national. Augmenté du montant des droits de douane et de la fameuse TVA, elle est égale au produit intérieur brut (PIB). En 1980, ce PIB s'élevait à 2 360 milliards de francs ; en 1994, à 3 072 milliards de francs 1980, soit une croissance globale de 30,2 %, un taux moyen annuel d'environ 1,6 %. Une performance moyenne qui place la France en queue du peloton des vieux pays industrialisés.

CAPITAL ET TRAVAIL DANS LA VALEUR AJOUTÉE

Mesurant, dans la richesse créée, la part qui revient aux « capitalistes » et celle qui revient aux « travailleurs », ce rapport témoigne de la répartition des rôles entre les copartageants du « gâteau ». En 1980, la part du capital était de 28,3 % et celle du travail de 71,7 % ; en 1994, la part du capital était de 39,7 % et celle du travail de 60,3 %.